



## **MARCHÉ DE RELATIONS PRESSE (Ref. MAPA-CEN2026-05)**

### **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)**

Date de limite de remise des offres : vendredi 27 février 2026 à 12h00 (heure de Paris)

MARCHÉ DE RELATIONS PRESSE	1
(Ref. MAPA-CEN2026-05)	1
<b>PRÉAMBULE</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 1 - ACHETEUR</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ</b>	<b>3</b>
<b>PARTIE 1 - CLAUSES TECHNIQUES</b>	<b>4</b>
ARTICLE 1 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS	4
<b>PARTIE 2 - CLAUSES ADMINISTRATIVES</b>	<b>7</b>
ARTICLE 1 - ALLOTISSEMENT, FORME ET ÉTENDUE DU MARCHÉ	7
1.1 ALLOTISSEMENT	7
1.2 ÉTENDUE DU MARCHÉ	7
ARTICLE 2 - DURÉE DU MARCHÉ	7
ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
ARTICLE 4 - MODALITÉ D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	7
4.1 REPRÉSENTATION DES PARTIES	7
4.2 CONDITIONS D'EXÉCUTION	8
4.2.1 Mise en place de l'équipe technique	8
4.2.2 Remplacement des intervenants	8
4.4 OBLIGATION DU TITULAIRE	8
4.4.1 Agréments et habilitations	8
4.4.2 Obligation de résultat	9
4.4.3 Obligation de confidentialité	9
4.4.4 Responsabilité du titulaire	10
4.4.5 Conseils	10
ARTICLE 5 - CLAUSE SOCIALE	10
ARTICLE 6 - PILOTAGE DU MARCHÉ PUBLIC	10
6.1 RÉUNION DE LANCEMENT DU MARCHÉ PUBLIC	10
6.2 RÉUNION DE SUIVI	11
ARTICLE 7 - FORME ET CONTENU DE L'OFFRE FINANCIÈRE	11
ARTICLE 8 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	11
ARTICLE 9 - MODALITÉS DE FACTURATION	11
ARTICLE 10 - TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRES PERSONNEL	12
ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE	12
ARTICLE 12 - DISPOSITIONS DIVERSES	13
12.1 LANGUE	13
12.2 GROUPEMENT	13
12.3 ASSURANCES	13
12.4 AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES	13
ARTICLE 13 - SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES	14
ARTICLE 14 - RESILIATION	15
14.1 RÉSILIATION POUR DIFFICULTÉ D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	15
14.2 RÉSILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE	15
ARTICLE 15- CONTENTIEUX	16

## PRÉAMBULE

### ARTICLE 1 - ACHETEUR

Le pouvoir adjudicateur de ce marché est :

La Fédération Française de Natation (FFN)

104 Rue Martre

92110 CLICHY

Elle est représentée par son Président.

### ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture de prestations de conseil et de mise en œuvre des relations presse dans le cadre de l'organisation des Championnats d'Europe organisés par la FFN.

La valeur totale forfaitaire du marché est estimée à 60 000€ HT répartis comme suit :

Tranche ferme : accompagnement sur les CEN 2026	Prix min : 40 000 € Prix estimé : 50 000 € Prix max : 60 000 €
Tranche optionnelle : Gestion des relations presse en phase de planification	Prix min : 5 000 € Prix estimé : 10 000 € Prix max : 20 000 €

Code CPV : 79416200-5

# **PARTIE 1 – CLAUSES TECHNIQUES**

## **ARTICLE 1 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

### **1.1 TRANCHE FERME : GESTION DES RELATIONS PRESSE EN PHASE OPÉRATIONNELLE (PENDANT L'ÉVÉNEMENT)**

#### Missions principales :

- Accueil des médias de l'ouverture des accréditations presse (date encore à confirmer par European Aquatics) à la fin de la compétition (16 août 2026), sur les deux sites de compétition : le Centre Aquatique Olympique Métropole du Grand Paris pour la Natation, la Natation Artistique et le Plongeon, et le site du bras de Grenelle (Seine) pour l'Eau Libre et le High Diving.
- Participer, en collaboration avec les équipes presse d'European Aquatics, à l'annonce hebdomadaire des résultats de la compétition, toutes disciplines confondues; rédaction, mise en page, traduction (français et anglais) et diffusion de communiqués de presse tous les jours en fin de session et valorisant l'événement, les résultats et faits marquants de toutes les disciplines (Natation, Natation Artistique, Plongeon, Eau Libre, High Diving).
- Supervision de la livraison des différents services à destination des populations médias sur chacun des sites de compétition, au Centre Aquatique Olympique Métropole du Grand Paris et sur le site du bras de Grenelle (Seine) (aménagements des espaces, vérification et contrôle des accès, restauration, signalétique, habillage, flux etc.).
- Supervision du bon fonctionnement des différents espaces médias sur chaque site (bon montage, signalétique, ouverture / fermeture, sécurité, nettoyage etc.).
- Gestion des populations médias dans leurs espaces dédiés sur chaque site (salle de presse, zones mixtes, tribunes presse, salle de conférence, zones photographes).
- Établir, en collaboration avec les équipes presse d'European Aquatics, le positionnement de chaque média dans les espaces dédiés sur chaque site
- Brief et management des volontaires médias.
- Soutien à l'organisation des conférences de presse en lien avec European Aquatics et le comité d'organisation (nombre à définir avec European Aquatics).
- Gestion de crise sur site et interface des litiges (+ identification des scénarios de crise potentiels en amont).
- Gestion des relations presse (et démarchage des médias en amont) liées aux actions sur l'apprentissage de la natation qui seront organisées en marge des championnats (enjeux sociétaux)

#### Moyens humains dédiés à la mission, sur chaque site de compétition :

- Un Responsable Photo dédié supervisera l'ensemble des flux de travail photographiques.
- Un Responsable Zone Mixte dédié supervisera le fonctionnement de la/des Zone(s) Mixte(s) pendant toute la durée de la compétition.
- Un Responsable de la Salle de Presse et de la gestion des questions liées aux accréditations.
- Un Responsable des Tribunes de presse supervisera le fonctionnement de la Tribune de Presse pendant toute la durée de la compétition.
- Process attendu de l'agence : si nécessaire, présentation des principaux moyens humains complémentaires aux profils déjà précisés dans le guidelines d'European Aquatics et énoncés ci-dessus. Détailler les profils référents en précisant les raisons du choix de chaque profil. Détailler l'organisation humaine et managériale, ainsi que la méthodologie

de travail imaginée au travers d'un organigramme et d'un planning de présence en précisant notamment l'organisation sur chacune des disciplines. Bien spécifier les profils disponibles sur l'ensemble de la mission et ceux qui viendront renforcer l'équipe. Lister les expériences similaires sur l'organisation d'événements sportifs internationaux de la même envergure.

#### Conseil et analyse :

- Informer rapidement le responsable des relations presse au sein du comité d'organisation local et d'European Aquatics de tout article notable ou publication à fort impact sur les réseaux sociaux (positif ou négatif) dès sa publication ;
- Assurer le reporting et le partage des retombées presse sur l'événement ;  
Analyser et contextualiser les articles importants ;  
Signaler directement au responsable des relations presse toute demande média reçue par l'agence, et fournir des conseils si nécessaire sur les cibles presse.
- Assurer une veille media / revue de presse quotidienne.

### **1.2 Tranche optionnelle : Gestion des relations presse en phase de planification (en amont de l'événement)**

#### Définition de la stratégie globale des relations presse :

- Établir une cartographie des médias en national et à l'international avec mise en exergue des médias cœur de cible à satisfaire et des médias à challenger en vue d'élargir l'audience.
- Définir une stratégie globale de relations presse pour toucher un maximum de médias en vue de maximiser les retombées en national, à l'international.
- Prévoir un planning d'événements presse en vue de satisfaire cette stratégie globale.
- Préconiser la veille média la plus pertinente à mettre en place sur les divers événements avec la présentation d'un bilan mensuel type de retombées

#### Exploration des opportunités de générer une couverture médiatique positive et des articles éditoriaux, en proposant des idées de contenu susceptibles d'intéresser la presse et les influenceurs :

- Veille médiatique quotidienne et sur les réseaux sociaux.
- Organiser des réunions informelles et des entretiens formels donnant lieu à des articles de fond et à une couverture médiatique.
- Identifier les médias d'intérêt dont le profil correspond aux objectifs.
- Créer et entretenir un vivier de « journalistes amis ».
- Échanger régulièrement avec les médias cibles pour assurer une couverture médiatique régulière.
- Exploiter les opportunités médiatiques et d'influence.

#### Soutien des annonces et initiatives clés :

- Rédiger ou contribuer à la rédaction des communiqués de presse ;
- Traduire le texte original pour le diffuser en minimum 2 langues (français et anglais)
- Mettre en page les communiqués de presse et les diffuser ;
- Créer et mettre à jour les listes de diffusion presse ;

#### Reporting :

- Collaboration étroite avec le responsable RP et médias : réunions régulières ;
- Rapports mensuels de suivi des activités médias ;
- Rapports médias dédiés aux événements et annonces clés (explications des résultats, présentation du contexte et retours des journalistes) ;
- Suivi et évaluation de l'efficacité des campagnes afin d'affiner et d'améliorer continuellement la stratégie.
- Utilisation des outils de veille médiatique

#### Résultats attendus :

- Générer une couverture médiatique positive en dehors des résultats des courses.
- Éviter toute couverture médiatique négative.
- Inciter les journalistes à assister aux événements.

#### Autres :

- Lancement et suivi des process d'accréditations des populations presse en lien avec European Aquatics et le comité d'organisation ;
- Construction des plannings et des contenus de formation des volontaires ;
- Anticipation des risques et de la communication de crise associée.

## **PARTIE 2 – CLAUSES ADMINISTRATIVES**

### **ARTICLE 1 – ALLOTISSEMENT, FORME ET ÉTENDUE DU MARCHÉ**

#### **1.1 ALLOTISSEMENT**

Le marché n'est pas alloti conformément à l'article L.2113-11 du code de la commande publique.

#### **1.2 ÉTENDUE DU MARCHÉ**

La Fédération peut conclure avec d'autres opérateurs économiques sur des prestations similaires à celle prévue au présent marché dès lors qu'elles ne concernent pas l'organisation des championnats d'Europe ou dès lors que le prestataire n'est pas en mesure de répondre à la commande de l'Acheteur, dans les délais impartis.

### **ARTICLE 2 – DURÉE DU MARCHÉ**

Le marché prendra fin à l'issue des championnats d'Europe de Natation 2026 et au plus tard au 31 août 2026.

### **ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTR1) et ses éventuelles annexes financières
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses éventuelles annexes ;
- L'offre technique du titulaire conforme aux exigences du marché
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs postérieurs à la notification du marché.

Toute clause figurant dans les catalogues, documents commerciaux ou conditions générales ou particulières de vente du titulaire sont réputées non écrites pour l'exécution du présent marché et ne lui sont pas opposables.

### **ARTICLE 4 – MODALITÉ D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

#### **4.1 REPRÉSENTATION DES PARTIES**

Dès la notification du marché public, la FFN désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à la représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché public. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par la FFN en cours d'exécution du marché public.

La FFN notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire.

Chaque prestataire identifie également une personne chargée du suivi du marché dont il communique les coordonnées à la FFN. Ce correspondant a également pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations effectuées dans le cadre du présent marché. Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. En tout état de cause, il appartient au titulaire de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de

compétence des intervenants et de la qualité des prestations, conformément aux niveaux prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché, notamment son offre.

## **4.2 CONDITIONS D'EXÉCUTION**

### *4.2.1 Mise en place de l'équipe technique*

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée à la prestation (représentants du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son offre technique conformément aux compétences attendues et décrites en Partie 2.

### *4.2.2 Remplacement des intervenants*

Pendant toute la durée d'exécution d'une commande, le titulaire maintient l'équipe dédiée proposée dans son offre.

Au cours d'une prestation, en cas de départ ou d'indisponibilité d'un ou de plusieurs de ses intervenants, le titulaire doit en proposer le remplacement. Pour tout remplacement dans son équipe, il doit présenter immédiatement à la FFN un collaborateur avec un profil équivalent à celui indiqué dans son offre. Il communique à la personne publique les profils et compétences de la nouvelle équipe et/ou de la nouvelle organisation et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. Le titulaire s'engage à assurer la formation de tout remplaçant.

A tout moment, la FFN a la possibilité de demander le changement d'un membre de l'équipe du titulaire. Le bénéficiaire informe le titulaire par écrit des motifs de cette demande.

Dans l'ensemble de ces cas, le titulaire propose à la FFN, dans les 10 jours calendaires avant la prise d'effet de la modification, d'intégration ou de départ d'un intervenant, ou 10 jours calendaires suivants la demande de remplacement, un profil équivalent qui est soumis à son approbation.

En aucun cas le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

### *4.2.3 Exigences relatives aux prestations*

La Fédération s'engage à mettre à disposition du titulaire les informations en sa possession nécessaires pour mener à bien les prestations décrites dans les clauses techniques conformément aux décisions prises lors des réunions de lancement.

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché. Il est notamment responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet, données numériques ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet, données numériques ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le présent marché.

Le titulaire applique et fait appliquer à ses sous-traitants éventuels les clauses de sécurité du présent marché



## 4.4 OBLIGATION DU TITULAIRE

### 4.4.1 Agréments et habilitations

Le titulaire du marché doit détenir tous les agréments et habilitations nécessaires à la réalisation du présent marché.

### 4.4.2 Obligation de résultat

Dans les circonstances normales d'exécution du marché, le Titulaire est soumis à une obligation de résultat pour la réalisation de l'ensemble des prestations mises à sa charge.

Il garantit à la FFN la bonne réalisation des prestations demandées dans les délais impartis et dans les conditions décrites dans le CCP.

A ce titre, le Titulaire s'engage à mettre à disposition de la FFN du personnel qualifié et en nombre suffisant pour assurer un déroulé normal des prestations.

### 4.4.3 Obligation de confidentialité

Le titulaire qui à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment en cas de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution. L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires. L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Sauf à ce que le titulaire ait également conclu un contrat de parrainage avec la FFN, il ne peut pas se prévaloir des prestations menées dans le cadre du présent marché à des fins de mise en

valeur de son activité ou de prospection commerciale autre que dans une mention du type « référence client » et dans les conditions suivantes :

- Absence d'usage de la référence en tant que marque pour identifier un service ;
- Absence d'utilisation de la référence pour donner une qualité plus importante à une prestation ; L'indication comme référence ne peut être effectuée que pendant la durée de vie du marché ;
- Utilisation d'un logotype conforme à la charte graphique de la Fédération et/ou des Championnats d'Europe ;
- Utilisation de la référence uniquement pour un usage de type plaquettes commerciales, sans mise en avant particulière de la référence (ex. logo plus grand que les autres) ;
- Absence de texte d'accompagnement ou autre mention sur la référence.

#### *4.4.4 Responsabilité du titulaire*

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

#### *4.4.5 Conseils*

Le titulaire est également garant de la communication des informations, des conseils et de l'assistance nécessaires à la parfaite réalisation des prestations. Ces informations sont récapitulées par courriel à la FFN.

Le titulaire doit régulièrement informer la FFN de l'exécution des prestations, l'avertir de toute difficulté rencontrée dans ce cadre et proposer les solutions appropriées. En tant que professionnel, il a un devoir de conseil auprès de la FFN pendant toute la durée du marché. Ce devoir de conseil se matérialise par écrit (courriel ou courrier postal) adressé à la FFN.

## **ARTICLE 5 - CLAUSE SOCIALE**

La Fédération a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause sociale constitutive d'une condition d'exécution.

L'entreprise attributaire devra :

- a. fournir les données nécessaires à la réalisation des bilans de l'événement conformément aux demandes de la Fédération notamment sur les bilans carbone et les études d'impact ;
- b. Participer à l'enquête de satisfaction des prestataires ;
- c. Intégrer les engagements de la Fédération en matière de lutte contre toutes les discriminations et de promotion de l'égalité femme-homme à l'ensemble de ses prestations ;
- d. Relayer les programmes de sensibilisation et d'informations de la Fédération auprès de ses équipes opérationnelles.

## **ARTICLE 6 – PILOTAGE DU MARCHÉ PUBLIC**

Les prestations seront exécutées conformément aux dispositions du présent CCP, de l'acte d'engagement et du cadre de réponse technique du titulaire.

### **6.1 RÉUNION DE LANCEMENT DU MARCHÉ PUBLIC**

Après la notification du marché, une réunion de lancement est prévue, au cours de laquelle la Fédération présente l'organisation de la cellule Championnats d'Europe 2026,, les activités et les données disponibles relatives aux prestations.

### **6.2 RÉUNION DE SUIVI**

Des réunions de suivi sont organisées par la FFN avec le titulaire. Lors de ces réunions, le titulaire présente le bilan de ses prestations.

La réalisation des prestations pourra entraîner la tenue de plusieurs réunions de suivi (COPIL, points réguliers, etc.). Le prestataire sera convié aux réunions nécessaires au bon déroulement des prestations.

La préparation et la participation à ces réunions ne donnent pas lieu à une facturation supplémentaire.

## **ARTICLE 7 – FORME ET CONTENU DE L'OFFRE FINANCIÈRE**

Les prix sont exprimés en euros hors taxes (H.T)

Les prix sont réputés fermes.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

## **ARTICLE 8 – CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

Chaque pôle est responsable de la constatation et de la certification du service fait (opérations de vérification, de réception, d'ajournement, de refaction ou de rejet).

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux stipulations contractuelles.

## **ARTICLE 9 – MODALITÉS DE FACTURATION**

Le paiement est effectué sur facture émise par le titulaire et après attestation de la cellule d'organisation des CEN 2026.

Toute facture reçue par la FFN avant attestation du service fait sera rejetée.

Les factures comportent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture
- la date de réalisation de la prestation
- l'identification du titulaire (raison sociale, adresse, n° SIRET, SIREN)
- la domiciliation bancaire du titulaire (du cotraitant et du sous-traitant le cas échéant)
- le montant HT, TTC et le montant de la TVA applicable aux prestations réalisées

## **ARTICLE 10 – TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRES PERSONNEL**

Dans le cadre du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

## **ARTICLE 11 – SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités liées à l'objet du marché. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit la FFN de tout changement envisagé concernant l'ajout de sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché. Il est de la responsabilité du titulaire de s'assurer que le sous-traitant déclaré en cours d'exécution ne réalise pas des prestations qui ont déjà fait l'objet d'une sous-traitance.

La demande d'agrément concernant l'ajout d'un sous-traitant en cours d'exécution du marché doit être effectuée avant le démarrage des prestations, sous peine de nullité du bon de commande affecté par l'absence d'anticipation.

Le titulaire ou les membres d'un groupement doivent mettre en place des contrôles destinés à s'assurer que le sous-traitant n'entretient pas de lien contraire à la déontologie, que les mesures de sécurité informatique – protection des données – applicables au présent marché soient respectées et que la cession des droits de propriété intellectuelle soit assurée.

Le titulaire reste seul et unique interlocuteur de la FFN ; il est responsable des prestations réalisées par ses sous-traitants et partenaires éventuels. L'acceptation du sous-traitant par la FFN et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la notification d'un acte spécial de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de la FFN, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent.

En vue de s'assurer de cette acceptation et de cet agrément, le titulaire qui souhaite, en cours d'exécution, avoir recours à un ou des sous-traitants, remet au représentant du pouvoir adjudicateur du marché une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est envisagée,

- les conditions d'intervention du sous-traitant,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé à l'acceptation de la FFN,
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant,
- le montant estimatif maximum qu'il est envisagé de sous-traiter,
- le compte à créditer.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 21 jours à compter de la date de réception du formulaire DC4 pour présenter ses objections. Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions de la FFN. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant la FFN de l'exécution par le ou les sous-traitant(s) de ses obligations.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Le pouvoir adjudicateur vérifie notamment :

- que le sous-traitant est à jour de ses obligations sociales et fiscales,
- que le sous-traitant présente des capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes pour réaliser les prestations,
- que les prestations faisant l'objet de la sous-traitance sont prévues par le marché,
- que les prestations sous-traitées ne font pas déjà l'objet d'un acte de sous-traitance,
- que la déclaration de sous-traitance n'entraîne pas une modification substantielle de l'offre et de la candidature du titulaire.

## **ARTICLE 12 - DISPOSITIONS DIVERSES**

### **12.1 LANGUE**

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction officielle en français.

### **12.2 GROUPEMENT**

Le mandataire du groupement représente l'ensemble de ses membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement.

### **12.3 ASSURANCES**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il peut causer à la FFN. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de la FFN ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à la FFN ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre à la FFN sur simple demande écrite une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément la FFN de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

#### **12.4 AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES**

Le titulaire (dont tous les membres du groupement le cas échéant) est tenu de notifier sans délai à la FFN les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire, le(s) co-traitant(s) et le(s) sous-traitant(s) et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à la FFN.

En cas de manquement, la FFN ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

### **ARTICLE 13 - SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES**

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par La Fédération. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, La Fédération se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à La Fédération d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

## **ARTICLE 14 - RESILIATION**

### **14.1 RÉSILIATION POUR DIFFICULTÉ D'EXÉCUTION DU MARCHÉ**

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, La Fédération peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, La Fédération résilie le marché.

### **14.2 RÉSILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE**

La Fédération peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

1. Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;
2. Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
3. Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par la Fédération dans le cadre de l'article relatif au lieu d'exécution
4. Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 11 ;
5. Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 12.3 ;
6. Le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
7. Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;

8. Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité ;
9. Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
10. Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.

Sauf dans les cas prévus aux 6, 7, 8 et 9 du présent article, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, la Fédération informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

## **ARTICLE 15- CONTENTIEUX**

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant de l'acheteur et faisant apparaître le désaccord ;
- soit du silence gardé par l'acheteur à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours ;
- soit de l'absence de notification du décompte de résiliation dans le délai mentionné à l'article 43.5.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.